

## Avant-propos

Isabelle SOMMIER, Olivier FILLIBULE  
et Eric AGRIKOLIANSKY

Depuis la fin des années 1990, la production scientifique autour de la résistance à la mondialisation néolibérale a crû de manière continue, suivant en cela la multiplication des événements considérés comme s'y rattachant (contre-sommets, forums sociaux, manifestations dites transnationales, etc.) mais aussi des logiques de concurrence propres aux champs scientifiques concernés, au premier rang desquels la sociologie des mouvements sociaux et l'étude des relations internationales. Pour autant, il n'est pas sûr que l'inflation littéraire suscitée par les protestations altermondialistes ait encore débouché sur des résultats bien fructueux. A cela plusieurs raisons. D'une part, la rencontre et l'hybridation sur un même terrain de sous-disciplines aussi différentes que la sociologie des mouvements sociaux et des relations internationales a contribué à brouiller durablement la définition de l'objet d'étude<sup>1</sup>. D'autre part, à l'instar des spécialistes des NMS (nouveaux mouvements sociaux) dans les années 1970, les chercheurs dans le domaine ont sans doute trop vite sacrifié à la pression de la demande sociale, et, sommés de dire la vérité de ce mouvement, ont bien souvent repris à leur compte le discours que les acteurs eux-mêmes tenaient sur leurs pratiques. C'est ainsi qu'ils proclament la naissance d'UN mouvement, dont la radicale nouveauté tiendrait notamment à son caractère véritablement « transnational » ; il refléterait l'émergence d'une « société civile internationale », puisqu'il se développe en même temps dans différents pays, cible des organisations internationales, s'intéresse à des causes « globales », agit selon des modalités en partie inter-

nationales ou internationalisées. La situation apparaît encore plus troublée si l'on ajoute que pour certains chercheurs, l'auto-prophétie est un acte politique permettant la défense « d'utopies sociologiquement fondées » nécessaires pour combattre « l'acceptation désenchantée de l'ordre établi à laquelle incline l'effondrement des grandes utopies du passé »<sup>2</sup>. Pour d'autres encore, c'est plus prosaïquement dans les logiques de compétition propres au champ scientifique que se loge le *rationale* de l'annonce faite au monde de l'émergence d'un nouveau cycle de contestation politique.

Depuis peu, et en partie sous l'effet des mises en garde répétées de quelques chercheurs au premier rang desquels S. Tarrow (2001a, 2002), cette histoire enchantée DU mouvement fait l'objet d'un questionnement critique. Au-delà de leur nouveauté proclamée, quels sont les circuits d'émergence des luttes altermondialistes, quelles en sont les sources intellectuelles mais aussi organisationnelles et militantes ? Au-delà de l'idée trop simple selon laquelle le mouvement altermondialiste serait né en réponse aux transformations du capitalisme mondial, comment peut-on rendre compte sociologiquement de la mise en forme progressive d'une coalition d'intérêts apparemment unie autour de la dénonciation des méfaits de la mondialisation, de la nécessaire solidarité entre Nord et Sud, ou, enfin, de la volonté d'instaurer une démocratie réellement participative ? Par ailleurs, plutôt que de considérer *a priori* que l'on a affaire ici à UN mouvement transnational, ne vaut-il pas mieux poser la question autrement, en partant des conditions de possibilités pour des luttes protestataires de se diffuser de pays à pays, pour des groupes contestataires de nouer des relations transfrontières et éventuellement, de construire des formes transnationales d'organisation et de lutte ?

Nous avons entamé collectivement une réflexion autour de ces questions depuis maintenant plus de cinq ans, dans le cadre de trois groupes de recherche : le GERMM d'une part, le GRAAL d'autre part et le CRAPUL<sup>3</sup>. Dans un premier temps, à la suite du travail pionnier d'Isabelle Sommier (2003) et sur la base d'un colloque international organisé par le GERMM, c'est sur la genèse en France de ce qu'il est convenu de nommer le « mouvement altermondialiste » qu'ont porté les efforts. Les contributions réunies dans ce cadre ont montré que les hypo-

2. P. Bourdieu (1990, p. 103-104). Du même cependant, on lira la critique cinglante de l'utopisme qui, écrit-il au début des années 1980, « pareil à la magie, prétend agir sur le monde par le discours performatif » (Bourdieu, 1984, p. 46).

3. Groupe d'études et de recherche sur les mutations du militantisme (groupe de l'Association française de science politique), Groupe de recherche sur l'activisme altermondialiste, équipe du Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS, Paris I), Centre de recherche sur l'action politique de l'Université de Lausanne (IEPI-UNIL).

thèses de la nouveauté et de l'unité du mouvement étaient contestables, que l'altermondialisation s'ancrait dans des traditions militantes, pour certaines fort anciennes (tiers-mondismes, syndicalismes, mouvements paysans, etc.) et que c'était donc moins la force d'attraction de la mondialisation que la dynamique des espaces nationaux qui avait conduit des groupes, à la fin des années 1990, à chercher dans l'international un nouvel espace d'action<sup>4</sup>. Parallèlement, des enquêtes par questionnaires ont été menées lors des mobilisations contre le G8 d'Evian au printemps 2003 et à l'occasion du Forum social européen (FSE) tenu à Paris et en banlieue parisienne en novembre 2003, afin de mieux cerner, et la sociographie des participants à ces événements, et la place de ces occasions dans la dynamique des mouvements<sup>5</sup>. Les résultats recueillis dans le cas de la France ne pouvaient suffire à répondre à la question des conditions de possibilité d'une éventuelle transnationalisation des luttes contre les méfaits de la mondialisation. C'est pourquoi les trois éditeurs du présent ouvrage se sont attelés, grâce à l'obtention d'un financement pour constituer un réseau de recherche européen<sup>6</sup>, à adopter un point de vue comparatif. Ce dernier offre de décentrer le regard naturellement ethnocentrique porté sur ce qui nous est familier, en testant empiriquement quelques hypothèses causales souvent évoquées pour expliquer l'émergence du phénomène. Une série d'échanges fructueux avec nos collègues européens a permis d'établir sur plusieurs dimensions un questionnement commun et de confronter nos points de vue à l'occasion de rencontres à Paris et à Florence, d'un séminaire fermé organisé par le CRAPUL à l'université de Lausanne puis d'une conférence internationale sur la généalogie du mouvement altermondialiste en Europe qui s'est tenue sous l'égide du GRAAL du CRPS à la Sorbonne les 30 septembre et 1er octobre 2005. C'est de ces échanges qu'est issu le présent livre.

Il s'ouvre sur la contribution de M. Pianta et D. Zola qui retrace le long processus, initié en 1972, d'investissement progressif des ONG et

4. E. Agrikoliansky, O. Fillieule, N. Mayer (2005), *Politix* (2004), *Revue française de science politique* (2004).

5. L'enquête G8 a été menée en collaboration par des équipes de l'Université de Lausanne (CRAPUL), du GRAAL et de l'Université de Genève (Fillieule et alii. 2004 ; Fillieule et Sommier 2007). L'enquête FSE fut conduite par le GRAAL (Agrikoliansky et Sommier, 2005).

6. La constitution de ce réseau de chercheurs a été financée par une Action concertée incitative. Ce réseau, coordonné par le CRPS et Isabelle Sommier (Université Paris I), a réuni à l'origine 4 équipes européennes de recherche : l'Université de Trente (sous la responsabilité de M. Diani), l'Institut Universitaire de Florence (sous la responsabilité de D. Della Porta), l'Université de Berlin (sous la responsabilité de D. Rucht), l'Université de Madrid (sous la responsabilité de M. Jiménez). Le colloque dont cet ouvrage est issu s'est ouvert à d'autres collègues, notamment à C. Saunders et C. Rootes de l'Université du Kent à Canterbury.

nouveaux mouvements sociaux de l'espace transnational en saisissant les opportunités ouvertes par les grandes rencontres internationales. Il s'organise ensuite selon deux axes. Le premier est consacré à la présentation de l'histoire et de la dynamique des protestations altermondialistes dans cinq pays européens (Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie). Le choix de ces cas reflète à la fois des opportunités scientifiques, en particulier l'existence d'équipes de recherche nationales travaillant sur le sujet, et un choix raisonné de cas à comparer. Ces cinq pays constituent en effet à la fois des situations relativement proches, donc comparables, notamment par le degré de développement de la cause altermondialiste, et en même temps suffisamment diversifiées pour que la comparaison soit fructueuse. Dans ces cinq cas, les nébuleuses qui se constituent autour de la cause altermondialiste prennent en effet des formes diverses et suivent des calendriers hétérogènes. L'objectif de ces études monographiques est de restituer la spécificité des mouvements et de mettre au jour le caractère déterminant des contextes politiques et sociaux dans lesquels ils se développent. Une tentative de mise en perspective des conclusions auxquelles conduit la comparaison de ces cas nationaux est présentée en introduction. La seconde partie vise à développer une approche plus thématique, formulant des questions qui interrogent surtout les conditions de la circulation internationale de la protestation. Le rôle des techniques de communication et de coordination de l'action, l'effet des opportunités institutionnelles internationales sont alors au cœur de la réflexion. Ces questions permettent de saisir comment des mouvements aux origines et aux dynamiques initiales si diverses peuvent progressivement s'articuler, c'est-à-dire parviennent à coordonner en pratique leurs activités et sont progressivement pensées comme relevant d'un mouvement unique et cohérent.

## Les altermondialismes entre national et global

Isabelle SOMMIER, Olivier FILLIEULE  
et Eric AGRIKOLIANSKY

Dans une contribution à l'un des manuels qui fait aujourd'hui référence à propos de la mondialisation (Held et McGrew, 2003), le sociologue britannique J. Tomlinson (2003, p. 275) raconte l'anecdote suivante : dans un quartier à la mode de Pékin, on trouve une « petite boutique nommée *Mu Zhen Liao*. Là, de jeunes et distingués pékinois, en mobilité sociale ascendante, viennent acheter des vêtements à la mode, pas ceux des créateurs de l'Ouest, mais des vêtements chinois classiques (...) comparables à ceux qu'appréciait l'élite mandchoue sous la dynastie Qing au XVII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Mais ce ne sont pas vraiment des vêtements traditionnels. Les jeunes gens qui les portent dans les rues étonnent autant les habitants de Pékin que les touristes : il y a dix ans une telle boutique n'aurait pas pu exister en Chine. Son ouverture entre les magasins branchés et les Starbucks cafés est une petite mais intéressante conséquence de la politique d'ouverture économique développée en Chine depuis le début des années 1980 (...) culminant par son entrée dans l'OMC » et ce faisant, conclue l'auteur, « une petite conséquence (...) de la globalisation ». Pour un sociologue de la culture, cette « petite conséquence » relativise salutairement la thèse d'une uniformisation inéluctablement produite par la mondialisation. Si elle nous intéresse ici, c'est aussi parce qu'elle suggère plus largement la complexité des rapports qu'entretiennent les logiques nationales et les transformations qui sont censées affecter le monde. Cet exemple suggère en particulier qu'il est trompeur d'opposer comme deux pôles exclusifs le national et l'international, le local et le global : parce que le global peut produire du local, comme dans cet exemple de réinvention d'une tradition, parce que c'est

peut-être aussi dans les logiques du national qu'il faut chercher les causes des processus transnationaux.

S'agissant de l'analyse des mouvements politiques protestataires, cette complexité a été trop peu placée au centre de l'analyse. C'est en effet très largement comme le produit d'un processus irréversible de mondialisation économique, culturelle et politique qu'est le plus souvent décrite l'émergence de mouvements qui se donnent à voir comme « transnationaux » et qui critiquent justement la *globalisation*.

La dénonciation des méfaits de la libéralisation a fait l'objet de multiples théorisations par les acteurs eux-mêmes. C'est l'un des traits caractéristiques de cette lutte que d'avoir suscité de nombreux appuis intellectuels, tant sur ses marges qu'en son cœur. Ce déploiement sans précédent d'une parole critique a notamment visé à expliquer les raisons de l'émergence d'un mouvement altermondialiste transnational s'articulant causalement à ce processus à la mondialisation de l'économie. Pour C. Aguiton (2006), par exemple, ce mouvement est une tentative de réponse aux transformations du capitalisme mondial. De même que le mouvement ouvrier fut fondé et organisé pour répondre à la naissance de la société industrielle, l'altermondialisme constituerait une réponse à une économie produisant des biens de plus en plus immatériels dans un monde où par ailleurs l'accroissement des échanges et des facultés de communication de tous ordres entraînerait un certain affaiblissement des États au profit d'instances de régulation et de gouvernement internationaux. Selon C. Aguiton, « l'ancien paradigme valorisait l'entreprise taylorienne et les structures hiérarchiques, et offrait comme horizon à la démocratie la représentation parlementaire et la délégation de pouvoir ou la pyramide des soviets et des conseils. Le paradigme qui émerge en cette phase de mondialisation met en avant l'autonomie, la flexibilité, le fonctionnement par projet, et valorise le fonctionnement en réseau et la prise de décision au consensus » (2006, p.16)<sup>1</sup>. Nourrie d'une vision marxiste de la prise de conscience par les opprimés d'une aggravation objective de leur condition, cette analyse établit trop rapidement un lien de causalité entre l'aggravation supposée de la domination et l'émergence dans le monde de mouvements sociaux adaptés à cette nouvelle donne. Elle fait notamment l'impasse sur toutes les médiations pouvant expliquer comment est éventuellement perçue ici ou là une aggravation des conditions ; comment ces perceptions peuvent se transformer en griefs et éventuellement en action organisée ; comment, malgré l'hétérogénéité des situations nationales, il semblerait que la protestation altermondialiste se soit diffusée si largement ; comment enfin il est possible de rendre compte, au

1. Voir également la réflexion d'A. Negri et de M. Hardt sur l'Empire (2000) pour une analyse mettant en avant des mécanismes similaires.

moyen de ce schéma interprétatif, de l'importance prise par des revendications qui sont difficiles à rattacher directement à la domination capitaliste, comme par exemple les droits humains ou encore l'autonomie des populations indigènes<sup>2</sup>.

Il est aisé de comprendre l'efficacité mobilisatrice d'un tel discours, l'invocation d'une aggravation de la situation des plus faibles constituant un véritable appel à l'engagement. Il est moins facile de saisir par quel mystère cette grille commune d'interprétation s'est aussi facilement imposée aux commentateurs de l'actualité autant qu'à nombre de chercheurs. L'altermondialisme – et plus largement l'émergence de mouvements à visée transnationale – est en effet aujourd'hui souvent compris par les chercheurs comme le produit de larges transformations structurelles qui affectent notre monde : la mondialisation économique, bien sûr, qui génère de nouvelles injustices et qui suscite donc de nouvelles formes de mécontentement, mais aussi la transformation des formes de communication liée aux révolutions technologiques contemporaines<sup>3</sup> qui permet l'émergence de modalités nouvelles de mobilisation et de coordination et d'action « à distance », ou encore la multiplication des flux humains et diasporiques supposés affecter profondément les formes de construction identitaire et d'allégeance politique<sup>4</sup>. L'évolution des relations internationales, enfin, marquerait le passage d'un monde centré sur l'État et les relations inter-étatiques à un monde dominé par ce que D. Della Porta et S. Tarrow (2005, p. 234 et suiv.) proposent d'appeler un « internationalisme complexe »<sup>5</sup>, suivant un processus qui propulse les acteurs non-étatiques, comme les mouvements sociaux, au cœur de la politique internationale. Ces évolutions affecteraient alors triplement les protestations : dans leurs griefs et leurs causes, dans leurs répertoires d'action et d'organisation disponibles, et surtout dans leur cadre spatial et politique. Ce modèle

2. L'on se réfère notamment ici à la critique émise par Olesen (2003) ou encore de Khagram, Rikker et Sikkink (2002).

3. La réflexion de M. Castells (2001) sur « la société en réseau » et « l'âge de l'information » constituant le meilleur exemple de cette focalisation sur la technique comme vecteur de transformations, et avant lui J. Rosenau (1990) avec ses réflexions sur le rôle de la « *global television* ».

4. Sur ce point, c'est un anthropologue, A. Appadurai (2001), qui a formulé le plus clairement le lien postulé entre transformation des formes de socialisation liée à l'accroissement des flux des diasporas et ce qu'il décrit comme des menaces léthales pour la forme étatique.

5. Les spécialistes des relations internationales ont multiplié de tels constats depuis deux décennies. Voir par exemple : R. Keohane et J. Nye (2001) et J. Rosenau (1990). On notera que la position de S. Tarrow et D. Della Porta est sur ce point assez peu tranchée, les auteurs insistant aussi dans le même texte sur le fait que les contextes nationaux continueraient malgré tout à jouer un rôle crucial pour le « mouvement pour une justice globale » (2005, p. 242).

s'articule en effet à une vision du monde qui postule à la fois la fin programmée de l'État-nation et l'émergence concomitante d'une « société civile transnationale », dont les ONG ou les mouvements altermondialistes constitueraient l'avant-garde, et qui est présentée comme la réaction structurelle (« la nature à horreur du vide », écrit par exemple J.A. Scholte, 2003 p. 33) des « sociétés » au déficit de « régulation étatique » et à la « carence de gouvernement mondial »<sup>6</sup>.

Toutes ces propositions ne sont pas à rejeter pour peu qu'on les pose sous forme d'hypothèses devant être testées empiriquement. Après tout, il ne vient à l'idée de personne aujourd'hui de contester à C. Tilly le modèle mis en place il y a plus de quarante ans pour rendre compte de la manière dont émerge la forme « mouvement social » à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, sous l'effet de ce qu'il nomme la modernisation<sup>7</sup>. Il est donc légitime de s'interroger, dans la même perspective, sur la réalité et d'une transformation en profondeur des contextes politiques, notamment du point de vue des relations interétatiques, et de l'émergence d'une « troisième génération » de répertoires (Neveu, 1996, p. 22). Encore faut-il pour cela tâcher de procéder méthodiquement en commençant par ne pas oublier les quelques certitudes acquises par la sociologie des mobilisations, comme de se méfier des qualifications produites par les acteurs, la définition des frontières d'une lutte et de ses propriétés étant en soi un enjeu de recherche parce qu'en même temps un enjeu politique pratique. Comme aussi de ne pas oublier que l'on ne saurait rendre compte de l'émergence d'une cause en se contentant de variables aussi faibles que les notions de frustration relative (Fillieule et Péchu, 1993, chapitre 2), de structure des opportunités politiques (Fillieule, 2005) ou de cadres d'interprétation (Mathieu, 2002). Chacun de ces éléments possiblement explicatifs pose certes des questions intéressantes, mais le monde social n'est pas un mécano et c'est moins à l'établissement de relations causales simples et univoques qu'à la restitution d'un enchevêtrement complexe de co-déterminations qu'il faut s'attacher.

Et ce, d'autant qu'il nous revient de traiter de deux questions étroitement imbriquées : d'une part, comment rendre compte de l'émergence et du développement, ici ou là, de luttes organisées contre les méfaits de la mondialisation ? D'autre part, dans quelle mesure, pourquoi et comment ces protestations prennent-elles des formes similaires de pays à pays, voire se constituent-elles en mouvement transnational ?

7. Laquelle renvoie à des facteurs tels que l'avènement du capitalisme moderne et la construction des États-nations, la nationalisation des marchés politiques, l'urbanisation et le développement des *mass media*, l'institutionnalisation enfin de la démocratie libérale avec le suffrage universel direct et le développement des associations volontaires.

Pour y parvenir, l'approche comparée paraît ici tout particulièrement indiquée. Celle-ci, en sociologie des mouvements sociaux, a une longue histoire, ses méthodes ont évolué depuis trente ans<sup>8</sup> et plusieurs des auteurs de ce volume l'ont pratiquée sur des objets variés<sup>9</sup>. Dans le cas présent, le choix de la méthode comparée renvoie plus à sa capacité de mettre en œuvre une compréhension historique des processus étudiés qu'à la mobilisation de macro variables censément explicatives ou de séries statistiques. Comme le souligne D. Rucht dans l'introduction à son analyse comparée de quatre mouvements écologistes, « l'élaboration théorique en sciences sociales est historique. Elle demeure liée aux frontières spatiales et temporelles de l'objet d'étude. (...) Ce qui signifie que l'interaction entre modernisation et mouvements sociaux ne peut se comprendre de manière a-historique » (1994, p. 20). C'est dans le même esprit que s'inscrit le travail présenté ici. Chacun des pays étudiés a fait l'objet d'une attention approfondie portée sur la manière dont les luttes labellisées altermondialistes s'inscrivaient dans un paysage politique déjà donné, et s'en trouvaient bien souvent en partie issues et en tout cas toujours influencées. En même temps, au-delà des réactions propres à chaque nation, la recherche fait apparaître des régularités dans les mécanismes à l'œuvre ici ou là, en permettant *in fine* de tirer quelques conclusions prospectives pour de futures recherches.

Dans ce qui suit, et sur la base des leçons tirées des chapitres que l'on va lire, nous proposerons une série d'hypothèses présentées en trois temps. Dans un premier mouvement, nous reviendrons sur la question du caractère unifié, global et nouveau de la lutte contre les méfaits de la mondialisation pour avancer une série de propositions qui fait valoir le caractère d'abord national de ces luttes, et qui met l'accent sur les filiations qui les rattachent aux mouvements contestataires antérieurs et sur leur hétérogénéité. Dans un second temps, et sur la base de ce retour à une vision moins enchantée du « mouvement des mouvements », nous pourrions tenter de rendre compte des conditions d'émergence d'un attrait contemporain pour les questions internationales et pour le label altermondialiste. Par l'attention portée à la sociologie des acteurs, collectifs mais aussi individuels, qui se font les porteurs de ces luttes, autant qu'aux transformations des contextes politiques nationaux, nous proposons une analyse structurale des logiques de l'investissement militant dans

8. Pour une première revue de la littérature, voir la contribution de D. Della Porta à : Klandermans et Staggenborg (2002)

9. D. Rucht (1989) sur le mouvement écologiste en France, Allemagne et USA ; D. Della Porta (1995) sur la violence politique en Allemagne et en Italie, I. Sommier sur le même sujet en France et en Italie (1998), C. Rootes sur les mouvements environnementaux en Europe (2003).

l'altermondialisme. Enfin, à partir d'un questionnement cette fois-ci plus proche des perspectives néo-institutionnalistes, nous poserons la question de la différenciation des contextes nationaux comme facteur possible d'un passage de luttes nationales à des formes de construction militantes transnationales. Ceci pour conclure sur la question des conditions de réalisation de la réussite du travail d'unification de causes hétérogènes sous la bannière accueillante de l'opposition à la mondialisation néolibérale.

### Un mouvement transnational ?

La première question que soulèvent les études réunies ici est celle du degré effectif d'internationalisation des mouvements qui se revendiquent de la contestation de la mondialisation. L'orientation voire l'essence transnationale du mouvement sont fréquemment présentées comme constitutives de sa spécificité et de son originalité. Or, rien n'est moins assuré.

En premier lieu, parce que les formes d'action politique transnationales sont loin de constituer un phénomène nouveau. S. Tarrow (2001) rappelle à juste titre que la solidarité transnationale existe depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle ou la Réforme. Florence Passy, dans son introduction à un collectif consacré à l'altruisme politique, souligne que les mouvements de solidarité trouvent leur origine dans les luttes contre l'esclavagisme. D. Rucht (2001) mentionne à son tour le caractère internationaliste du premier mouvement des femmes et du mouvement ouvrier dans l'Allemagne du XIX<sup>e</sup> siècle. Et que dire des Internationales ouvrières commençant à se constituer dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle mais passées par pertes et profits de la plupart des analyses aujourd'hui consacrées à l'action collective transnationale ? J.-F. Bayart (2005) a également souligné combien il était réducteur de couper l'analyse des phénomènes internationaux contemporains d'une séquence historique plus longue qui remonte au XIX<sup>e</sup> siècle, et qui montre que si transnationalisation il y a, le phénomène accompagne le développement des États-nations et n'en constitue pas une négation. Un détour historique par ces précédents serait salutaire à la compréhension du mouvement qui nous occupe et montrerait que si l'on observe de la nouveauté, ce n'est certainement pas sur ce terrain qu'elle se niche<sup>10</sup>. Si l'on suit G. Devin (2004, p. 20) qui définit le

10. Pour une investigation sur cette histoire de l'internationalisme, voir aussi : Keck, Sikkink (2000).

« transnational » comme « une structure d'organisation : un lien d'affiliation de plusieurs unités (cellules, sections, bureaux, délégations) réparties sur plusieurs territoires nationaux et qui participent toutes à la relation de solidarité en tant que telle », bien peu des acteurs du mouvement peuvent, à l'inverse de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs), s'en prévaloir. Quant à leur internationalisme, il est lui aussi très en retrait, là encore, de celui des Internationales ouvrières, explique S. Berger (2003) dans le seul ouvrage mettant systématiquement en miroir les deux expériences<sup>11</sup>.

C'est en effet en second lieu le degré même de réalité de la transnationalisation des mobilisations altermondialistes qui fait problème. Tout d'abord, de quoi parle-t-on lorsqu'on évoque la « transnationalisation », la « société civile transnationale » ou tout simplement des luttes « globales » ? Simple dans sa formulation, la question appelle une réponse, elle, complexe, tant ce que les recherches entendent mesurer est sujet à variation si ce n'est parfois confusion. Qu'est-ce qui est « global » dans cet objet : les organisations ? Les enjeux ? Les modes d'action ? Les militants ? Les cibles ? Le terrain de jeu ? Ne confond-t-on pas, comme nous met en garde C. Tilly (2004, p. 115), les acteurs, qui restent fondamentalement « nationaux », et leurs revendications, tournées vers le « pauvre lointain », la stigmatisation d'institutions internationales ou la mise sur agenda politique nationaux de problèmes « globaux » ? S. Tarrow et D. Della Porta (2005), reprenant une typologie déjà proposée par R. Balme et D. Chabanet (2002) à propos de l'europanisation des mouvements sociaux, ont déjà souligné la nécessité de clarifier les usages du label « global » et de distinguer plusieurs voies de circulation internationale de la protestation : celles qui renvoient à un simple et classique processus de « diffusion » d'un pays à l'autre d'enjeux, de répertoires d'action ou de modes d'organisation gardant une forte dimension nationale ; celles qui s'apparentent à « l'internalisation » dans les espaces militants nationaux de questions relatives aux politiques internationales (le meilleur exemple étant la constitution de problèmes internationaux en enjeux politiques internes) ; celle de l'externalisation, enfin, qui conduit des acteurs nationaux à investir des espaces internationaux lorsque les opportunités politiques nationales deviennent pauvres, pour faire avancer ainsi leurs revendications nationales à travers l'« effet boomerang » décrit par M. Keck et K. Sikkink (1998). Or, soulignent-ils, ces voies ont peu à voir avec la consistance supposée d'une véritable « action collective transnationale » qui procéderait de campagnes internationales

11. Sur les relations complexes entre mouvement ouvrier et globalisation, voir notamment les contributions rassemblées par Compston aux Joint sessions ECPR de Turin en 2002 (Workshop on Globalisation and Labour Movements).

menées par des réseaux transnationaux d'activistes et visant des États ou des institutions inter étatiques.

Les contributions à cet ouvrage attestent de ce que les mobilisations altermondialistes européennes restent caractérisées par un ancrage national fort qui encadre très largement leur base militante et leur forme de mobilisation. D. Cardon et N. Haeringer (chapitre 10) suggèrent ainsi l'hétérogénéité de la nébuleuse des organisations mobilisées autour des forums sociaux. En étudiant avec minutie les dispositifs de coordination inventés par les acteurs (notamment la « forme forum »), ils soulignent les importantes barrières qui limitent leur coopération dans l'espace international et qui interdisent par conséquent de parler de « société civile » au singulier : obstacle de la langue, diversité des traditions militantes antérieures, pluralités des attentes investies dans les forums sociaux, etc. En étudiant en particulier les usages d'Internet, ils confirment aussi que ce n'est pas, comme le laisserait croire un déterminisme technologique simpliste, Internet qui produit ou suscite la transnationalisation des protestations, mais des situations de coopération internationale conflictuelles qui conduisent en effet certains acteurs à tenter d'utiliser Internet comme outil pour réduire ces tensions structurelles et intégrer leurs attentes normatives aux formes d'organisations qu'ils expérimentent.

Au-delà de ce constat, les contributions réunies ici montrent ensuite que c'est dans l'histoire des espaces politiques nationaux que doit se comprendre la dynamique du développement des mouvements qui dénoncent la globalisation<sup>12</sup>. Certes, les militants européens ou américains qui s'identifient à cette mouvance disent lire ou en tout cas citent des auteurs de nationalités diverses : Noam Chomsky, Naomi Klein, Toni Negri, Pierre Bourdieu, José Bové, Christophe Aguiton, Arundhati Roy. Ils reconnaissent également des moments communs ou fédérateurs à dimension internationale qui auraient rendu possible l'invention de la nouvelle cause : le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro pour les écologistes (1992), le zapatisme mexicain (1994), Jubilee 2000 pour l'annulation de la dette du Tiers-monde, la lutte contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en 1998, les Euromarchés contre le chômage, la précarité et les exclusions de 1999, etc.

Mais dans le même temps, ils fournissent des dates fondatrices qui leur sont propres et auxquelles ils confèrent une résonance supérieure aux précédentes – *a fortiori* à la mobilisation de Seattle, présentée comme LA date fondatrice. Suivant les cas, ces événements générateurs précèdent celle-ci ou lui succèdent, sont à stricte dimension domestique ou européenne (mais ne débordent jamais au-delà des frontières du continent).

12. Pour une étude du cas français sous cet angle, voir aussi : Agrikoliansky, Fillieule, Mayer (2005).

Enfin, si l'on déplace légèrement le regard pour s'intéresser non plus aux dynamiques événementielles mais aux dynamiques structurelles, on remarque que l'émergence du mouvement dans chacun des pays étudiés obéit à des opportunités et des occasions nationales qui renvoient toujours aux dynamiques propres des champs politiques considérés. C'est ainsi que l'on s'expose à ne rien comprendre du développement de la cause altermondialiste en Allemagne si l'on ne tient pas compte des effets politiques de la réunification sur l'ensemble du champ politique allemand et plus particulièrement sur le champ de l'activisme international. D. Rucht, S. Teune et M. Yang montrent à cet égard comment l'absorption de la RDA s'est traduit notamment par une manne financière en direction du secteur associatif. Manne à laquelle les acteurs concernés pouvaient d'autant plus facilement prétendre qu'ils se positionnaient à l'international, en manifestant ainsi une institutionnalisation et une professionnalisation achevées (chapitre 4). De la même manière, comment saisir les voies par lesquelles en Italie se structure la nébuleuse *No Global* si l'on ne tient pas compte de la longue et complexe histoire des relations entre catholiques tiers-mondistes et gauche radicale (Tosi et Vitale, chapitre 7) ou encore du contexte de crise de la seconde République, marqué notamment par un effondrement de la légitimité des institutions et du personnel politique (Rayner, 2005) ? Le développement de l'altermondialisme en Espagne ne peut pas non plus se comprendre sans saisir la spécificité du contexte de la transition démocratique qui marque la sortie du franquisme, le poids pris dans ce cadre par la non-violence et le pacifisme, ou encore sans souligner l'importance des liens spécifiques entretenus avec l'Amérique latine qui contribuèrent à donner à la mobilisation zapatiste un écho particulier (Jiménez et Calle, chapitre 5). En Grande-Bretagne enfin, pour s'arrêter à ce dernier exemple, les réseaux d'alliance qui se forment à la fin des années 1990 sont, comme le soulignent C. Rootes et C. Saunders (chapitre 2), en partie le produit d'une conjoncture marquée à la fois par la révolte contre la *poll tax*, une politique autoroutière désastreuse qui mobilise fortement les écologistes radicaux, bientôt ralliés par les antichasse et toute une fraction de la jeunesse choquée par les lois contre les *rave party*... Enfin, c'est dans l'abandon du principe de désarmement unilatéral par le gouvernement travailliste en 1989 que se consomme le divorce entre le Labour et toute une nébuleuse d'organisations du mouvement pour la paix, favorisant par là leur ralliement aux protestations antiglobalisation.

Au-delà de ce qui fonde historiquement et conjoncturellement l'appétence pour se revendiquer « international », l'on observe également des variations notables d'investissement à ce niveau, en fonction là encore, d'occasions proprement nationales. En Allemagne ou en France, depuis 2003-2004, les acteurs centraux de l'altermondialisme délaissent quelque

peu l'activisme international pour se recentrer sur l'activisme domestique. Or, ce changement d'échelle est lié à des stratégies organisationnelles nationales : la mobilisation contre la réforme Schröder « Agenda 2010 » en Allemagne et les stratégies déployées récemment autour du projet de fonder un nouveau parti, le *linkspartei* ; le projet de réforme des retraites du gouvernement Raffarin (pour n'en citer qu'une), puis la mise en suspens de tout nouveau front dans l'attente des présidentielles de 2007 en France, etc. La « marque » peut rester, mais elle est déclinée sur des enjeux immédiats et proches, et demeure dans des frontières strictes. On citera, par exemple, la campagne française pour le Traité de constitution européenne. Là réside d'ailleurs peut-être l'une des originalités de la cause dont les contours sont suffisamment fluides pour permettre le jeu d'échelles, du plus « global » au plus « local » avec des acteurs identiques et une grille interprétative qui peut être découpée à l'infini.

Ces précautions liminaires ne doivent bien sûr pas conduire à négliger, ni à dernier, la dimension internationale revendiquée par ces mouvements. Elles invitent en revanche à rejeter la catégorie hypostasiée de transnational, dès lors que le concept désigne une sphère d'action autonome de logiques nationales, décrites comme agonisantes. C'est moins en termes de césure entre le national et le transnational qu'il faut ce faisant raisonner : l'ensemble de nos remarques plaide pour que l'on considère les formes d'action internationales des protestataires à la lumière des logiques nationales dans lesquelles baignent encore ces acteurs. National et international constituent deux pôles d'un même continuum au long duquel se déplacent les organisations et les militants. La question n'est plus alors celle de la mort du national au profit du transnational, mais bien celle des changements fluctuants et réversibles d'échelle des actions et des configurations qui les rendent possibles.

De ce fait, une seconde hypothèse semble mise à mal : à l'inverse de ce que suggère le singulier « du » mouvement contre la mondialisation néo-libérale, ou, plus encore, de « la » société civile transnationale, toutes les études réunies dans ce livre insistent sur la variété extrême des pays mais aussi des acteurs qui le composent (ou s'y agrègent) au sein de chacun, acteurs dont la plupart se sont constitués antérieurement à l'émergence de cette nouvelle cause. C'est ainsi que les groupes pionniers ou moteurs diffèrent profondément ne serait-ce que dans les cinq États européens dont il est question ici. Les nouveaux mouvements sociaux apparaissent majeurs en Allemagne, tandis qu'en Grande-Bretagne les groupes d'aide au développement ou les mouvements environnementaux jouent un rôle central. En Italie, le mouvement surgit d'une alliance entre d'un côté, des organisations de solidarité internationale pour beaucoup d'empreinte catholique, et de l'autre les nouveaux syndicats de salariés plus radicaux que les confédérations traditionnelles dont ils sont issus par

processus successifs de scissions et/ou de grèves « sauvages ». Le cas italien se rapproche en cela du cas français à ceci près que là, s'ajoutent le syndicalisme paysan venu des « gauches paysannes » de l'après-1968 (Bruneau 2006) et les mouvements de « sans ». Le cas espagnol ressemble aux précédents par le rôle qu'y jouent également les syndicats de salariés et les ONG de solidarité internationale, mais se distingue néanmoins par la place spécifique qu'y tiennent les organisations pacifistes (nées notamment des mobilisations pour l'objection de conscience) et les mouvements de luttes pour le logement (notamment le mouvement *okupa*).

Bref, on n'a pas à faire à « un » mouvement transnational, mais à une mosaïque, une nébuleuse de mobilisations marquées par l'histoire et la spécificité de leurs ancrages nationaux, qui se rallient temporairement au label polysémique de la « lutte contre la mondialisation néo-libérale » et/ou du combat pour une « justice globale ».

Ajoutons à cela que la pluralité des ancrages a été particulièrement bien mise en lumière par toute une série d'enquêtes par questionnaires menées dans le cours d'événements protestataires, tant au niveau de la diversité des réseaux d'organisations mobilisées que de l'hétérogénéité des publics présents<sup>13</sup>. Dès lors, si l'on devait dresser pour chaque pays étudiés ici une carte du champ multi organisationnel, un peu sur le modèle du graphe proposé par I. Sommier à propos de la France (2003, p. 318-319), on constaterait de faibles recouvrements sectoriels.

Ces notables différences nationales invitent à souligner l'inconsistance du label généraliste de « société civile transnationale », tour à tour utilisé pour décrire l'altermondialisme ou en expliquer le développement. Bien loin de constituer un ensemble cohérent et homogène, les mouvements qui prétendent agir au-delà des frontières représentent une nébuleuse éclatée, voire chaotique qu'il est difficile de considérer, de quelque manière que ce soit, comme formant un tout<sup>14</sup>. Ce serait en effet au moins quatre sphères ayant peu en commun qu'il faudrait ainsi distinguer pour esquisser un tableau un tant soit peu plausible de cette « société civile » : celle des ONG ; celle des internationales syndicales ; celle des nouveaux

13. Voir notamment Andretta *et alii*. 2003 sur les enquêtes italiennes au FSE de Florence et à l'anti-G8 de Gênes, Bedoyan and Van Aelst, (2004) sur la manifestation antiglobalisation de Bruxelles le 14 décembre 2001, Fillieule *et alii* (2004) sur l'anti-G8 d'Evian, Fillieule et Blanchard (2005) sur le FSE de Paris, l'enquête non encore publiée de M. Giugni et M. Bandler menée à Zurich le 17 janvier 2004 et à Davos la même année, de D. Rucht, S. Teune et C. Haug à l'occasion du premier forum social en Allemagne, de C. Saunder et C. Rootes à l'occasion de la manifestation *Make poverty history* en 2005 et enfin de l'équipe DEMOS conduite par D. Della Porta à Athènes en 2005.

14. Sur ce travers, voir en particulier : Tarrow (2001a), Siméant (2005) et Bennett (2005).

mouvements sociaux engagés autour des questions relatives à la mondialisation et celle enfin des organisations construites sur le projet d'une contestation de la mondialisation néolibérale *stricto sensu* comme Attac. Quatre mondes qui interagissent mais qui sont largement dissemblables, tant par leurs moyens d'action, leurs objectifs et leurs histoires<sup>15</sup>. Le flou des intitulés suggère d'ailleurs que ces trois catégories sont elles-mêmes plus clivées que ne le laisse croire leur énoncé.

Ce constat de la diversité implique évidemment d'adapter la focale et les instruments d'analyse. Si le phénomène est hétérogène, on peut en effet supposer que ses causes le sont également ; peut-être ne reflètent-elles pas mécaniquement un processus macro-économique qui affecterait toutes les sociétés européennes, et *a fortiori* la « société mondiale »... Du coup, la recherche doit moins porter sur l'identification d'hypothétiques causes structurelles, que sur l'analyse contextualisée des conditions d'émergence et de développement de ces mobilisations et de leur rapprochement ultérieur.

### Contextes nationaux, circulation internationale et logiques de champ

Que donne à voir la comparaison des études réunies ici ? On peut suggérer plusieurs pistes de lectures transversales de ces travaux. La première concerne les conditions d'émergence d'un attrait contemporain pour les questions internationales. Comment expliquer les changements d'échelles d'actions dont procède l'internationalisation de la protestation ? Si celle-ci n'est pas produite par des causes macro-structurelles, mais réfère, nous l'avons dit, à la logique des champs politiques nationaux, quels mécanismes communs sont à l'œuvre ?

La comparaison suggère un stimulant parallélisme. Dans les cinq pays étudiés, en effet, l'attrait pour l'international semble correspondre à des stratégies de positionnement politique propres à des acteurs soucieux d'améliorer leur position et d'accroître leurs ressources<sup>16</sup>. Aussi n'est-il

15. Pour une illustration de la difficile internationalisation des syndicats de salariés, voir Wagner (2005).

16. Dans une logique proche de celle de « l'effet boomerang » soulignée par Keck et Sikkink (1998) à propos de l'internationalisation des ONG comme moyen de contourner les blocages politiques sur telle ou telle cause, au niveau national. Et dans ces stratégies de contournement auxquelles toutes les ONG n'ont pas recours de manière identique, notamment en raison de la structure et du volume de leurs ressources, c'est aussi à une concurrence entre organisations que l'on assiste, pour la prééminence dans les différentes arènes où elles s'expriment.

pas étonnant de constater que le recours à l'international est moins le fait des acteurs centraux des champs protestataires nationaux, que le produit de la reconversion d'acteurs aux positions et aux ressources marginales qui cherchent dans l'ouverture des arènes européennes ou internationales une voie nouvelle pour exprimer leurs revendications, pour valoriser leurs ressources spécifiques et en acquérir de nouvelles.

Le cas français analysé par I. Sommier illustre parfaitement ce processus par lequel des *outsiders* des champs syndicaux (salariés et agriculteurs) ou de l'aide internationale (les tiers-mondistes) trouvent dans cette nouvelle cause une façon de contourner la fermeture de leurs espaces institutionnels respectifs ou d'échapper à la domination de groupes concurrents qui les avaient relégués à des rôles secondaires (Chapitre 3). L'analyse comparée de trajectoires de jeunes militants français et allemands menée par A. Jossin révèle de la même manière que l'altermondialisme constitue un passage dans la trajectoire de ces militants qui y trouve les moyens d'échapper, temporairement, à la logique des organisations partisans nationales, lorsqu'ils refusent celles-ci, ou à la logique du champ politique national, lorsqu'ils appartiennent à des groupes très minoritaires, par exemple d'extrême-gauche (Chapitre 8).

Encore faut-il que ces stratégies de reconversion soient rendues possibles ou à tout le moins facilitées par les recompositions des espaces protestataires et plus généralement politiques, lesquelles, par la fluidité qu'elles instaurent, ouvrent de nouvelles marges de jeu. C'est ainsi que dans de nombreux cas étudiés, l'engouement pour la nouvelle cause reflète un changement d'équilibre et par conséquent d'alliances entre les partis de gauche, les forces syndicales et les associations dites de « mouvement social ». Un facteur essentiel de recomposition de l'espace protestataire vient en effet des expériences, décevantes pour les militants, de la gauche au pouvoir et de ses choix politiques, délaissant voire abandonnant clairement le pacte constitutif du mouvement ouvrier entre partis (socialistes ou sociaux-démocrates) et syndicats. Dans ce contexte, aggravé par la crise sociale et un net déclin des conflits du travail, ces derniers sont en quelque sorte obligés de se tourner vers de nouveaux groupes contestataires, y compris critiques à leurs égards. En ce sens, c'est bien la dynamique compétitive entre mouvements nationaux qui est à l'origine de l'attrait, fluctuant et réversible, pour des enjeux et des formes d'action internationaux.

En France, toujours, la reconfiguration de l'espace des mouvements sociaux est ainsi le produit de causes multiples, dont la fermeture de l'espace partisan de gauche sous le double effet de l'effondrement du PCF et de la conversion du PS au libéralisme, mais aussi les recompositions de l'espace syndical et l'émergence d'un mouvement des « sans » (chapitre 3, voir aussi Agrikoliansky *et alii*, 2005, Mathieu, 2005). En

Allemagne, on l'a vu, l'activisme international est d'abord impulsé par les incitations à la professionnalisation et à l'institutionnalisation nées de la manne financière post-réunification. D'où, dans un premier temps, une certaine marginalisation des organisations les plus radicales, marginalisation renforcée par l'évolution libérale des *Grünen* qui signe le divorce avec la nébuleuse des organisations de la gauche extra-parlementaire. Puis, dans un second temps, face à l'incapacité des gouvernements de coalition SPD/Grünen à mener une politique qui satisfasse les mouvements modérés, c'est la grande majorité des mouvements qui se trouve en situation de pouvoir s'engager dans la cause altermondialiste (Chapitre 4). En Italie (Chapitre 6), les opportunités de reconversion à l'international trouvent également leur origine dans le divorce progressif entre les organisations du mouvement social, les syndicats et les associations culturelles ou religieuses, sous l'effet de leur opposition aux gouvernements de centre-gauche au pouvoir entre 1995 et 2001. La contestation visant pêle-mêle la réforme du système des retraites, le dérèglement du droit du travail, la réforme des écoles publiques et du système universitaire, mais aussi le soutien à l'intervention armée dans l'ex-Yougoslavie. Tout cela favorise autant l'agrégation de mouvements existants que l'émergence de nouveaux acteurs syndicaux à partir de scissions au sein des centrales traditionnelles (comme les *Comitati Unitari di Base*, ou le SLAI COBAS, fondés en 1992). On retrouve un schéma très proche dans le cas de l'Espagne (Chapitre 5). Les conditions de la transition démocratique ont ainsi conduit à l'affirmation d'oppositions fortes, notamment chez les syndicats de salariés, entre un secteur institutionnalisé orienté vers la gestion et un secteur alternatif qui se développe dans les années 1990. Or, comme en Italie et, dans une moindre mesure, en France, ce sont ces mouvements alternatifs syndicaux (comme la CGT ou les *Comitati Unitari di Base*) qui vont constituer les piliers de la contestation altermondialiste. Ils trouveront des appuis importants dans d'autres secteurs alternatifs, comme en Espagne le mouvement pacifiste mobilisé autour de la suppression du service militaire obligatoire, ou encore le mouvement *Okupa*, initialement mobilisé autour des questions de logement, qui promeut des actions d'occupation d'immeubles et plus largement de « réappropriation sociale ».

Le cas britannique mérite que l'on s'y arrête plus en détail en ce qu'il renforce en même temps qu'il nuance l'hypothèse structurale développée ici. D'une part, expliquent C. Rootes et C. Saunders au chapitre 2, l'importance prise dans le mouvement par les organisations environnementales (comme le *World Wide Fund*, ou *Friends of the Earth*) reflète les transformations structurelles de ce secteur en Grande-Bretagne dans les deux dernières décennies. En effet, l'émergence de nouvelles organisations comme Greenpeace, revendiquant une dimension internationale,

innovant dans la relation aux médias et dans le recours à des formes d'actions spectaculaires, a non seulement accru la concurrence pour la défense de la cause, mais aussi et surtout conduit les organisations les plus anciennes (comme le WWF) à innover et à élargir leur spectre d'intervention et d'action des questions strictement environnementales à celles de l'équilibre Nord-Sud, du développement durable, donc aux questions économiques et politiques. De la même manière, le succès public des groupes comme *Reclaim the Streets* a indéniablement encouragé les grandes ONG à élargir leur répertoire tactique. La diffusion du recours à l'action directe par les organisations les plus sages, en contribuant à la légitimation des tactiques non conventionnelles, participe en retour à la légitimation des groupes les plus radicaux comme *Earth first !*. Du coup, l'incorporation d'enjeux « globaux » et leur irruption sur la scène protestataire internationale reflètent aussi des changements dans la conception de l'action et de la cause produits très directement par les évolutions des secteurs militants nationaux.

D'autre part, les logiques de l'investissement des grandes ONG environnementales ne sont pas seulement redevables d'une interprétation en termes de concurrence au sein du champ et de l'espace militant. C. Rootes et C. Saunders montrent aussi à quel point des transformations substantielles des questions environnementales ont pu jouer comme incitation au recours à l'international. Selon eux, au WWF, l'élargissement de l'agenda a principalement été dicté par une analyse interne des conditions à remplir pour un développement environnemental durable. Au-delà de ce cas particulier, joue également dans ce domaine la relative érosion de l'autorité des États de l'Union, par le transfert de la plupart des compétences en matière environnementale au niveau européen, d'où le poids croissant et la valorisation de la mobilisation à ce niveau, notamment par le recours à l'expertise et au droit<sup>17</sup>, ou encore la sophistication croissante des questions d'écologie, qui pousse à l'organisation des associations environnementales en réseaux transnationaux (Rootes, 2004 ; 2005).

Le cas britannique suggère encore de ne pas limiter l'analyse structurale à l'observation des logiques de concurrence entre organisations mais de s'intéresser aussi aux identités sociales des participants à l'altermondialisme. L'exemple de *Friends of the Earth* est ici particulièrement éclairant. Si, suggèrent C. Rootes et C. Saunders, FoE élargit à partir de la moitié des années 1980 son éventail de causes pour inclure des questions politiques générales, telles que l'économie et la santé, les droits humains et le développement du Sud, c'est aussi, sinon d'abord, sous la pression de sa base. En effet, la plupart de ses militants sont par ailleurs membres

17. Voir Fillieule (2003) pour une illustration sur le cas français.

d'associations comme *Amnesty international* ou *Oxfam*, et pas nécessairement d'autres groupes environnementaux. Si l'on ajoute à cela que FoE est organisée de telle manière que les groupes locaux ont les moyens institutionnels de faire entendre leurs analyses et leurs demandes au centre de l'organisation, on comprend combien la concurrence entre organisations renvoie aussi à un combat pour maintenir ou accroître les bases militantes, dans un monde associatif où le multi-engagement peut à la fois constituer une ressource et un risque, lorsqu'il n'est pas tenu compte de ce qui se construit parfois en commun dans les luttes locales entre des secteurs apparemment non appariés<sup>18</sup>.

Toujours dans le cadre d'une attention aux logiques structurales de conversion à l'international et au label altermondialiste, il apparaît enfin nécessaire d'explorer le champ encore en jachère de la sociologie des acteurs qui font le « transnational ». Le projet comparatiste a en effet dans la plupart des cas le défaut de privilégier, au moins dans un premier temps, les logiques structurelles et institutionnelles. Il faut néanmoins se pencher sur le niveau micro-sociologique des trajectoires individuelles qui amènent certaines catégories de militants à se projeter dans l'international. Si la notion de société civile internationale peut avoir un sens, c'est en effet uniquement dans la mesure où elle pointe un objet empirique : l'ensemble des médiateurs qui lient le national et l'international, par leurs engagements et la pluralité de leur position. Comme nous y invite G. Devin (2004, p. 20) à propos des solidarités transnationales, il faut déplacer le regard « de la solidarité (ses conditions sociales, son contenu) aux chaînes de solidarité (leur articulation, leurs maillons) ». Il faudrait dans cette perspective s'intéresser sérieusement, et pas seulement de façon cosmétique, aux trajectoires et aux propriétés sociales des courtiers et passeurs de la chaîne. Saisir les conditions sociales de cette internationalisation, en étudiant notamment les conditions d'accumulation d'un *capital international*, constitue du coup la prochaine étape que doit aborder l'analyse comparée des mobilisations internationales. Les travaux dont on dispose déjà (en particulier pour la France, Gobille, 2005 et Gobille et Uysal 2005), montrent ainsi deux séries de facteurs à l'œuvre dans le processus d'intéressement à l'international. Le premier renvoie à la croissance de l'investissement dans l'international des élites nationales européennes, mais aussi de leurs enfants : le développement de la circulation scolaire et universitaire, la multiplication des opportunités de séjours longs à l'étranger, et de la maîtrise de langues qui en résulte, la mobilité professionnelle croissante, constituent incontestablement des facteurs

18. Voir pour un autre exemple particulièrement éclairant de ces logiques locales et de leur rôle de terreau dans l'émergence d'un militantisme altermondialiste le travail d'H. Duriez sur les groupes locaux d'Attac à Lille (2004).

structurels indispensables à l'intéressement à cette nouvelle cause d'une fraction des catégories supérieures qui constitue la base sociale du mouvement altermondialiste en France, et on peut le penser, en Europe (Agrikoliansky et Sommier, 2005).

Ensuite, il faut souligner l'importance prise dans ce mouvement par des militants aguerris, venus à la politique dans les années 1970, qui y reconvertissement savoir-faire et ressources. La généalogie développée ici manifeste en ce sens bien l'ancrage historique de cette cause. Elle suggère, peut-être encore trop allusivement, le profit qu'il y aurait à examiner plus scrupuleusement et plus systématiquement les trajectoires de ces reconvertis, venus, par exemple, de la gauche radicale ou des nouveaux mouvements sociaux. La compréhension de leurs détours par l'international, dans le cadre d'Internationales militantes (autour du trotskysme par exemple) ou encore par la voie de reconversions professionnelles (qui procèdent d'un engagement militant dans une profession impliquant une solidarité à distance avec le Tiers-monde et les *damnés de la terre*) permettrait en particulier de mieux comprendre comment la mondialisation néo-libérale a pu cristalliser au tournant du siècle un mouvement protestataire intergénérationnel pour lequel national et international constituent en pratique deux dimensions étroitement imbriquées<sup>19</sup>.

Enfin, la coexistence au sein des mouvements protestataires ici considérés, à côté des plus aguerris, de jeunes primo militants (Fillieule *et al.* 2004 ; Fillieule, Blanchard, 2005), pose un certain nombre de questions fondamentales dont on commence à peine à entrevoir l'importance. En effet, c'est à des trajectoires militantes naissantes que l'on a faire ici, comme le souligne le travail d'Ariane Jossin au chapitre 8. Or, cet engagement, dont on comprend aisément l'enjeu pour la pérennisation de la protestation, nécessite un système d'analyses spécifique, distinct des explications mobilisées pour rendre compte de l'engagement de leurs aînés.

Au total, l'analyse structurale, tant au niveau organisationnel qu'au niveau individuel, s'avère profitable en ce qu'elle permet de relever un certain nombre de mécanismes à l'œuvre dans tous les pays ici étudiés. Les contributions réunies dans ce volume montrent donc qu'on ne peut analyser l'émergence de la nébuleuse altermondialiste comme le seul produit de l'attraction de nouveaux espaces internationaux sur des

19. Ce que fait par exemple de manière approfondie I. Bruneau (2006) dans sa thèse consacrée à la Confédération paysanne et, partant, à son investissement dans la cause altermondialiste. Il expose notamment, à partir d'une sociologie fine et localisée des acteurs, les logiques dispositionnelles et configurationnelles qui président, pour les néoruraux de l'Aveyron comme pour les « héritiers » de l'Orne, à leur conversion à l'international.

groupes désertant un espace national moribond. Elle doit plutôt se comprendre comme le résultat de forces centrifuges qui projettent dans l'international les marginaux de ces champs et qui, ce faisant, obligent les organisations les plus centrales à une série d'adaptations tactiques, dont l'intéressement à l'international constitue la pierre angulaire.

### Logiques de dédifférenciation et dynamiques événementielles

Cette logique de champ concurrentiel n'épuise cependant pas l'analyse. Contre la tendance particulièrement répandue à proclamer le caractère global, homogène et international d'UN mouvement d'opposition à la mondialisation néo-libérale, il était nécessaire de commencer par souligner les limites et les apories de cette vision enchantée et naïve. Dans la première section de cette introduction, nous avons fortement relativisé le caractère unifié et global d'un tel mouvement, tout en identifiant cependant des formes de dédifférenciation et des modalités de coopération à un niveau effectivement transnational. Dans la section suivante, nous avons souligné à quel point le choix de se tourner vers la scène internationale par tel ou tel acteur collectif ou individuel pouvait s'expliquer structurellement par les logiques propres à la compétition au sein de chaque espace militant et politique national. Reste cependant à comprendre comment, au-delà des réactions propres à chaque nation, la scène internationale en vient à constituer ici et là un débouché plausible et désirable pour toutes une série d'acteurs. Comment des mouvements divers, pris dans les logiques concurrentielles de leurs espaces nationaux, sont-ils conduits à se reconnaître dans « un » mouvement transnational qui se présente comme homogène et cohérent ?

Le mouvement d'opposition à la mondialisation néo-libérale n'est pas le premier mouvement à avoir été analysé comme inter ou transnational. Par le passé, et pour ne prendre que quelques exemples, les mouvements féministe, antinucléaire, gay et lesbien, ou plus récemment de lutte contre le sida, ont également suscité dans la littérature des travaux sur l'importation/exportation des mouvements, la diffusion de la contestation et les explications possibles de similarités entre mouvements nationaux<sup>20</sup>. La similarité peut renvoyer à plusieurs dimensions, à commencer par l'identité des revendications, des cadrages et des buts poursuivis (McAdam et Rucht, 1993). Ici, le recours à des slogans ou des labels communs est sans

20. Pour une première approche de cette littérature, voir par exemple Giugni (1998).

doute un indicateur pertinent comme le suggère M. Giugni à propos du « *small is beautiful* » de la première vague du mouvement écologiste ou ensuite du thème du développement durable (Giugni, 1998). La similarité peut venir également d'une identité organisationnelle (types et niveaux de ressources, structuration du pouvoir de décision au sein des groupes, modalités de mobilisation des bases militantes, etc.). C'est ainsi que dans les luttes qui nous occupent ici, la structuration en réseau, la démocratie participative et l'horizontalité sont, sinon toujours effectives, du moins revendiquées par les acteurs impliqués. Enfin, les stratégies d'action peuvent aussi converger, tant du point de vue du *modus operandi* que du rythme de la protestation. C'est par exemple les deux vagues du mouvement féministe dans les années 1950 puis 1970, la naissance puis le développement simultanés de mouvements gays et lesbiens au début des années 1970.

Pour rendre compte de l'émergence des luttes protestataires, la sociologie contemporaine des mouvements sociaux s'appuie principalement sur la notion de structure des opportunités politiques. C'est donc par l'identification d'opportunités communes que procède en tout premier lieu cette tradition de recherche, sachant que dans les versions les plus récentes, on considère que les opportunités objectives sont insuffisantes et qu'elles doivent être perçues comme telles par les acteurs. C'est la position adoptée par D. Della Porta et S. Tarrow à propos de ce qu'ils nomment le Mouvement pour une justice globale (MJG). Ils rappellent en effet tout un ensemble de changements dans l'environnement international des mouvements sociaux (fin de la guerre froide, développement des communications électroniques, démocratisation du transport aérien, pouvoir croissant des entreprises multinationales et des institutions internationales, rencontres politiques internationales), mais en même temps, ils soulignent que ces phénomènes ne prennent de l'importance qu'à condition qu'ils soient « pensés par les activistes comme des menaces » pouvant constituer dès lors des « opportunités pour les activistes du Nord de s'engager dans une action collective concertée » (2005, p. 9). Propos sensé s'il en fut, mais qui pour autant ne débouche pas dans le reste du volume sur une exploration des mécanismes qui rendent ces changements objectifs à la fois perceptibles et susceptibles de mobiliser pour tels ou tels groupes ou individus<sup>21</sup>. Tout aussi intéressant est le modèle mobilisé par M. Giugni (1998) en ce qu'il suggère quelques pistes quant à ces mécanismes. Selon lui, la globalisation (définie très largement) intensifie les occasions de construire des liens transnationaux, du fait notamment du

21. Pour une critique du modèle désormais canonique du « processus politique » (McCarthy *et alii*, 1996) dont s'inspire très largement ce modèle d'explication, voir Goodwin et Jasper (1999).

rôle accru des instances internationales de régulation, du développement d'une « affinité structurelle » entre nations, notamment du point de vue de la gestion politique de la contestation, et favorise enfin la diffusion des idées, des savoir-faire et des modes organisationnels que l'auteur propose d'analyser au niveau des micro-mécanismes de diffusion<sup>22</sup>.

Plus récemment, le même auteur reprend cette notion « d'affinité structurelle », défendant l'idée selon laquelle la convergence des formes de gouvernement et des enjeux du débat politique, liée à la globalisation et plus précisément au processus d'intégration communautaire en Europe, entraînerait une convergence croissante des formes du débat public, ce qui faciliterait du coup la circulation des enjeux et, par là, l'internationalisation de la protestation (Giugni, 2002). L'homogénéisation de la structure des opportunités politiques nationales apparaît donc comme un facteur déterminant. Cette hypothèse d'une dédifférenciation croissante des structures étatiques se réfère au fond à la thèse des internationalistes d'inspiration néo-institutionnaliste comme J. Meyer, J. Boli ou G. Thomas. Ce courant de recherche, en effet, voit dans la force d'attraction exercée par les formes institutionnelles légitimes et dans la circulation des individus entre les organisations, les principaux mécanismes de diffusion du changement et de production de dédifférenciation. Si P. Di Maggio et W. Powell (1991) insistent sur le rôle crucial joué par le développement des institutions éducatives et de la professionnalisation, des auteurs comme J. Meyer insistent eux tout particulièrement sur la mise en place au niveau international de normes communes qui ont pour propriété de ne pas se confondre avec les politiques des États forts (Meyer, 1997 ; Meyer *et alii*, 2000). Dans cette perspective, la création d'organisations non gouvernementales transnationales faciliterait le développement d'une standardisation et d'une rationalisation des institutions, débouchant *in fine* sur l'émergence d'une culture mondiale dotée d'éléments normatifs fortement universalistes<sup>23</sup>. Sans aller jusqu'à partager cet enthousiasme, force est de constater que, dans de nombreux domaines, des processus isomorphiques sont clairement à l'œuvre et ont à tout le moins pour

22. Sur la question de la diffusion, la littérature reste rare. On consultera cependant Strang et Meyer, 1993 ; McAdam et Rucht, 1993 ; Tarrow, 1994 ; Giugni, 1995.

23. A ce point, comme le souligne S. Tarrow, un problème de taille se pose, puisque, dans cette littérature, « le problème consistant à localiser les normes dans les relations transnationales n'a pas toujours été élucidé. Sont-elles le fait des États qui les font passer à d'autres par la persuasion, la force ou l'autorité morale ? Sont-elles incarnées par des institutions internationales ? Un sceptique n'aurait pas tort de conclure à la lecture des ouvrages sur la question qu'elles naissent comme Vénus, d'une société internationale ou planétaire dans laquelle, sans contraintes ni ressources apparentes, des individus et des groupes de tous les coins du monde s'unissent autour d'un consensus normatif » (Tarrow, 2001b).

conséquence de faciliter le dialogue entre mouvements sociaux nationaux. Que l'on songe à la montée dans les droits constitutionnels du discours des droits humains (Boli, 1987), du développement et de la standardisation de la scolarisation (Meyer *et alii*, 1992), de la rationalisation des mesures d'enregistrement des performances économiques et démographiques et des systèmes d'information (McNeely, 1995), de la croissance des politiques environnementales (Franck *et al.*, 1999), de l'alignement des systèmes de protection sociale (Abbot et Deviney, 1992 ; Strang et Chang, 1993) et des systèmes de santé (Thornton, 1992), ou encore, mais la liste n'est pas ici exhaustive, des politiques publiques de sécurité (Bigo, 1996 ; Fillieule et Della Porta, 2006). Tout cela conduirait à un « *unexpected isomorphism* » (Meyer *et alii*, 2000, p. 243) : malgré les différences d'opportunités nationales, on constaterait une perception unifiée des problèmes sur la base d'une identité de solutions de politiques publiques disponibles. Cette perception unifiée produirait un « *local decoupling* » (*ibid*, p. 244), à savoir qu'au lieu de traiter des particularismes locaux avec des argumentaires localement fondés, les acteurs adopteraient de plus en plus facilement un cadre d'interprétation universalisant<sup>25</sup>.

De tels transferts de politiques publiques<sup>26</sup>, liés notamment au processus d'intégration européenne, ne peuvent que faciliter le rapprochement des mouvements contestataires. En particulier s'agissant de l'investissement, quasi généralisé en Europe, des syndicats de salariés dont on comprend qu'ils intègrent l'altermondialisme en défendant des revendications dont la compatibilité reflète la convergence des politiques économiques européennes (défense des emplois, des droits des salariés « au Nord » et de la protection sociale). Il reste, comme la section précédente l'a montré, que c'est sans doute moins à la diffusion d'un cadre unifié de politiques publiques auquel il faut s'intéresser ici, qu'à sa réfraction et à son appropriation différentielle en fonction de logiques nationales et organisationnelles elles-mêmes hétérogènes. Ce dernier constat vient d'ailleurs nuancer l'ampleur même du questionnement : est-il si surprenant que des protestataires issus de pays dont les politiques publiques se ressemblent de plus en plus se rapprochent eux aussi ? Il explique également la logique continentale des rapprochements altermondialistes, et en particulier la place hégémonique prise par l'Europe dans cette

25. L'on notera que ces approches néo-institutionnalistes sont aujourd'hui appliquées dans le champ de l'analyse des politiques publiques, notamment dans les recherches portant sur les transferts de solutions d'action publique – policy transfert – (voir Dolowitz et March, 2000).

26. Plutôt que de normes donc, ce dernier vocable suggérant à tort, comme le fait remarquer Tarrow (2001a), que la dédifférenciation ne porterait que sur des normes et des principes et jamais sur des intérêts matériels.

nébuleuse<sup>27</sup>. Le constat d'une telle convergence reste cependant insuffisant. S'il explique la convertibilité minimale pour de tels rapprochements, il dit peu sur la dynamique de celui-ci.

Une autre hypothèse mise en avant dans la littérature est celle de l'émergence de nouvelles opportunités politiques internationales. On pourrait mentionner le poids d'événements à résonance internationale comme le zapatisme mexicain, la guerre en Irak ou encore le 11 septembre 2001, en prenant garde toutefois de souligner que leurs effets sont fort variables d'un pays à l'autre. L'impact extérieur de la révolte du Chiapas est certes souligné par les militants des différents pays étudiés ici mais dans certaines familles de mouvements sociaux uniquement et suivant des degrés variables, de l'Europe du sud à celle du nord. Autre exemple : les conséquences des attentats d'Al Qaïda se font ressentir très différemment dans les espaces contestataires suivant la position atlantiste ou non de leurs gouvernements.

Plus largement, dans quelle mesure une structure des opportunités internationales, voire transnationales viendrait-elle se surajouter voire rendre sans conséquences les contextes nationaux ? Par exemple, dans son examen du degré d'ouverture ou de fermeture des institutions, K. Sikkink propose de distinguer entre opportunités domestiques et internationales, ces dernières se référant principalement au degré d'ouverture des institutions internationales à la participation des ONG, réseaux et coalitions transnationaux » (Sikkink, 2005, p. 156). L'auteur est alors conduit à reprendre un terme désormais largement vidé de sens, en parlant de « gouvernance dynamique multi-niveaux »<sup>28</sup>.

Dans leur contribution à cet ouvrage (chapitre 1), M. Pianta et D. Zola montrent ainsi le parallélisme entre le développement de protestations transnationales et l'émergence de rencontres internationales comme les grandes conférences thématiques de l'ONU, depuis notamment les conférences de 1972 à Stockholm sur le développement humain ou la première conférence mondiale des femmes de Mexico en 1975. D'abord parce qu'elles ont contribué à susciter cette « société civile mondiale », qui est moins le fruit d'une génération spontanée que le produit, au moins dans un premier temps, du travail des organisations internationales qui, pour renforcer leur légitimité face aux États, ont contribué à favoriser l'émergence d'interlocuteurs leur étant propres : les ONG internationales. Ensuite, ces rencontres ont constitué une étape déterminante dans

27. D'après le rapport de *Global Civil Society*, au moins 80 % des contre-sommets parallèles à ceux des institutions internationales est organisé en Europe et sur le continent américain : voir Pianta et Silva (2003).

28. Tarrow et Della Porta parlent de « multilevel political opportunity structure » et Giugni et alii (2006) de « scale shift » conduisant à un « dissymmetric transnationalism ».

l'apprentissage de modes d'action qui vont devenir typiques des manifestations altermondialistes. C'est dans ce cadre que se développe en particulier la forme du contre-sommet qui représente le registre le plus typique d'actions des premières manifestations altermondialistes. Ces rencontres ont enfin été l'occasion de nouer des liens entre porte-parole des associations mobilisées, des relations qui frayent progressivement les voies de futures actions. L. Mathieu montre ainsi dans le chapitre qu'il consacre au mouvement féministe comment la conférence de Pékin de 1995 a constitué une étape déterminante pour la constitution de réseaux Nord-Sud au sein de cette nébuleuse auparavant très clivée (chapitre 9). Du coup, on peut considérer avec S. Tarrow (2000) ou L. Mathieu (2005) que si le développement d'organisations inter-étatiques (comme l'ONU, mais aussi l'OMC, le FMI ou les rencontres du G8) n'a pas généré des protestataires dont les origines renvoient à la spécificité des luttes politiques nationales, ils ont contribué à ce que des liens internationaux se nouent entre ces protestataires et, ce faisant, à l'ouverture d'un nouveau niveau d'action pour celle-ci<sup>29</sup>.

On prendra garde cependant à ne pas surinterpréter ces remarques en concluant, comme c'est parfois le cas, que le développement des grandes réunions des institutions internationales sont une des causes de l'émergence et de la croissance de la lutte contre les méfaits de la mondialisation. Et cela pour trois raisons. D'abord, il faut bien distinguer entre des types contrastés d'opportunités de rencontre et de coordination internationale. Comme le suggère L. Mathieu (2005), on parle de choses très différentes selon que l'on invoque la conférence de Pékin en 1995 ou de Kyoto sur le climat en 1997, les contre-sommets (y compris le forum social mondial, initialement conçu en opposition au forum de Davos), ou encore les réunions propres au mouvement lui-même (les forums sociaux, l'Autre Davos). Et ce, notamment parce que les deux derniers types d'occasions n'ont de sens que pour un mouvement déjà constitué. Ensuite, comme le soulignent D. Rucht, S. Teune et M. Yang dans leur chapitre, l'histoire des sommets internationaux révèle qu'ils ne constituent en rien des cibles « naturelles ». En effet, soulignent-ils, le premier « sommet économique mondial » à s'être tenu en Allemagne (Bonn, 1978), plus tard nommé sommet du G7, se déroula sans encombre et en tout cas sans susciter la moindre contestation. Autrement dit, et là encore, si les grandes réunions internationales offrent des occasions d'actions, ces opportunités n'expliquent pas pourquoi les groupes s'en saisissent. Enfin,

29. On retrouve là, la jolie métaphore du « récif de corail » employée par Tarrow (2001b) pour montrer comment les institutions internationales servent de refuge aux acteurs non-étatiques en contribuant à créer des liens horizontaux au-delà des frontières entre militants ayant des revendications semblables ou complémentaires.

comme le suggère la contribution de D. Cardon et de N. Haeringer (chapitre 10), le passage de la forme du contre-sommet à celle du Forum social, qui constitue une étape déterminante du développement de la contestation altermondialiste, est loin d'aller de soi. Cette évolution encore inachevée aujourd'hui est une séquence conflictuelle et chaotique, dans laquelle les acteurs ne peuvent se reposer sur des traditions stables, héritées justement des contre-sommets, mais doivent innover tant en matière de tactiques protestataires que de techniques d'organisation.

L'importance des dynamiques événementielles suggérée par les remarques précédentes nous conduit à revenir plus en détail sur l'un des processus isomorphiques évoqués plus haut, à savoir la différenciation des systèmes policiers. En matière de mobilisation, la nature des réponses apportées par l'État aux événements labellisés altermondialistes a toutes les chances d'être centrale. D'une part, plusieurs travaux ont montré que la compréhension des modes d'action protestataires devait en passer par la prise en compte des interactions avec l'État, au travers de son bras armé, les forces de maintien de l'ordre (Fillieule, 1997 ; Della Porta et Reiter, 1998). D'autre part, c'est par l'étude des modalités pratiques de gestion des conflits par le pouvoir que la recherche est parvenue à fracturer la boîte noire du concept de structure des opportunités politiques. Enfin, il se trouve que dans le cas d'espèce, le développement de l'opposition à la mondialisation néo-libérale a pris des formes originales qui ont produit toute une série d'adaptations des répertoires du maintien de l'ordre lesquels, à leur tour, ont sans conteste joué un rôle de cristallisation des oppositions et d'unification de LA cause (Fillieule et Della Porta, 2006 ; Della Porta, Peterson et Reiter, 2006)<sup>30</sup>.

O. Fillieule et D. Della Porta ont montré, sur la base d'une enquête comparative, l'existence d'un processus de rationalisation et d'uniformisation dans l'organisation des polices nationales en matière d'ordre public dans les démocraties occidentales. Ils avancent que le champ des organisations policières est travaillé par une série de processus isomorphiques qui ont tendanciellement pour effet d'uniformiser tout à la fois les modes organisationnels (par exemple, la nature des liens hiérarchiques, la différenciation entre types de forces et types de missions, la formation des hommes), les doctrines d'emploi, les savoirs professionnels et les pratiques routinières. Cette uniformisation n'est pas imposée par le haut, sous l'impulsion du pouvoir politique, du fait des marges d'autonomie dont disposent les forces de maintien de l'ordre dans l'accomplissement de leur mission, tout particulièrement dans les pays anglo-saxons. Elle

30. La question est ici d'autant plus importante que l'on trouve de plus en plus exprimée à propos de ces luttes l'idée de l'émergence d'un troisième répertoire d'action. Voir par exemple J. Cohen et A. Rai (2000) et leur critique par J. Siméant (2005).

reflète tout d'abord, « la professionnalisation croissante des organisations policières » qui se traduit par « l'uniformisation des procédures de formation, des organisations hiérarchiques, des cultures professionnelles » et qui manifeste « la recherche d'une autonomie relative, laquelle passe ici par l'acquisition d'un savoir d'expertise » (Fillieule et Della Porta, 2006, p. 15). Cette uniformisation reflète également « l'interdépendance croissante des États en matière de coopération policière, au travers, d'une part, des dispositifs de plus en plus nombreux et efficaces de coopération internationale, tout particulièrement européens comme Trevi, Schengen, Europol, etc. (...), mais aussi, d'autre part, de la multiplication des occasions de mise en commun de doctrines et de pratiques dans le cadre des opérations de maintien de la paix » (Ibid, p. 15).

Si, comme on l'a dit, les systèmes de management de l'ordre public contraignent les mouvements sociaux en même temps qu'ils en sont le produit, on voit bien à quel point on tient là l'une des explications de la similarité grandissante des luttes menées par les opposants aux méfaits de la mondialisation. De ce point de vue, et sans entrer ici dans le détail de la démonstration, on peut avancer que la gestion des manifestations dites altermondialistes fait l'objet depuis plusieurs années d'un durcissement considérable sur le terrain mais aussi d'une activité juridique et réglementaire internationale qui vise à empêcher le déroulement même de ces manifestations, notamment par le blocage des manifestants aux frontières qui permet *de facto* d'entraver la liberté de circulation ainsi que le fichage et l'échange de données sur les manifestants (Reiter et Fillieule, 2006). L'élévation du niveau de répression et les justifications produites de cette situation (comme la fréquente assimilation des altermondialistes à des groupes terroristes dans divers textes officiels) contribuent en retour à favoriser l'unification dans les rangs des contestataires des perceptions de la situation, et du sentiment de participer d'un même mouvement. Dans ce travail de mise en équivalence des différents épisodes de la geste altermondialiste, les médias jouent un grand rôle, surtout depuis les graves dérapages de Gênes puis de Göteborg qui ont marqué un tournant dans le traitement jusqu'alors souvent défavorable de cette cause (voir notamment les remarques de D. Rucht, S. Teune et M. Yang, au chapitre 4 à ce sujet).

Par ailleurs, et dans la ligne de ce qui vient d'être dit, il faut souligner à quel point la dynamique des événements altermondialistes (dont on a souligné le rôle moteur dans le développement de l'engouement public pour la cause aussi bien au sein de chaque pays qu'au niveau transnational) est largement redevable, et pourrait-on dire profite, de la transformation de chaque épisode manifestant en sièges et affrontements guerriers. On ne s'étonnera donc pas de constater avec A. Jossin (Chapitre 8) de ce que les jeunes militants allemands et français ont, dans leur grande

majorité, rejoint l'altermondialisation à la suite d'une mobilisation : Seattle (1999), Prague (2000) et Gênes (2001) pour les Allemands ; Seattle (1999), Millau (2000), Nice (2000), Gênes (2001), Québec (2001) pour les Français. « La participation à ces mobilisations ou la lecture des reportages dans la presse ont servi de déclic à leur engagement altermondialiste. Pour certains, ces événements ont été vécu comme un moyen d'entrer dans l'histoire », précise-t-elle. De la même manière, on trouve là une des clés de l'importance de la « bataille de Seattle », à la fois dans la dynamique des manifestations (M. Pianta et D. Zola montrent au chapitre 1 que c'est dans les trois années qui ont suivi Seattle que les mouvements se sont le plus rapidement développés) et comme date fondatrice et légendaire DU mouvement.

Au niveau enfin des logiques de concurrence qui régissent les rapports pratiques entre les différents composants des mouvements, on sait que la répression et donc la question de la violence sont très présentes dans les débats, si bien que l'opposition entre aile modérée et aile radicale des mouvements se retrouve de manière identique de pays à pays. C'est ainsi qu'en Allemagne, la répression du sommet de Prague avec la bénédiction du gouvernement de gauche au pouvoir a eu pour effet de déconsidérer l'aile modérée du mouvement et de renforcer les positions des radicaux (chapitre 4). A l'inverse, en Grande-Bretagne, les rares atteintes aux biens et aux personnes survenues dans les manifestations ont provoqué une levée de bouclier et un rejet massif, en contribuant par là même à l'isolement des plus radicaux (Rootes et Saunders dans ce volume). Ce qui, soit dit en passant, interdit de simplement passer du constat d'un isomorphisme grandissant dans les interactions contestataires à l'idée d'une différenciation réalisée.

### Le mot et la chose

Tout au long de cette introduction, nous avons pris garde de bien distinguer les discours tenus par les groupes sur la mondialisation et sur eux-mêmes de la réalité observable. C'est en effet par les discours, soit la construction d'un cadre interprétatif dominant des méfaits de la mondialisation et de l'identité du mouvement que l'aspect homogène, transnational et unifié DU mouvement se manifeste le plus clairement. Sans doute est-ce là que réside la plus grande réussite des entrepreneurs intéressés à la construction d'un mouvement d'opposition à la mondialisation que d'être parvenus à s'entendre sur des appellations suffisamment vagues et englobantes pour mobiliser largement, pour tenir à distance les

étiquettes et les slogans qui fâchent (anti-impérialisme, anticapitalisme) et imposer du même coup le sentiment que la cause défendue là est bien nouvelle et donc portée par des hommes nouveaux. Ce travail d'unification et de lissage n'est jamais aussi visible que dans les labels imposés, revendiqués et contestés qui se sont successivement appliqués aux mouvements dans les pays considérés.

Une analyse approfondie, par pays, de l'histoire courte mais mouvementée de ces querelles onomastiques reste à faire. Mais on peut d'ores et déjà souligner la variété extrême des appellations, les luttes dont elles ont fait ou font encore l'objet, les procès en paternité ou les répudiations qu'elles suscitent ou ont suscitées. Partout le « mouvement » est d'abord qualifié de l'extérieur, par les médias, de « mouvement antiglobalisation » (ou antimondialisation en France), à partir de 1999. Et partout les activistes ont entendu rapidement se démarquer d'une appellation qui leur semblait triplement négative : pour paraître archaïque (la mondialisation est un fait et ne saurait être « stoppée »), pour les rapprocher ainsi des groupes nationalistes ou souverainistes et véhiculer l'illusion d'un « Age d'or » d'avant la mondialisation, pour les définir exclusivement en négatif (être « contre »). Dès 2001, « globalisation par le bas » (*globalisation from below*) fait son apparition en plusieurs langues, *Globalisierungskritiker* (« critiques de la globalisation ») en Allemagne, et « altermondialisation »<sup>31</sup> en français qui remplace presque toujours « antimondialisation » à partir de l'année suivante. L'opération de glissement sémantique devait signifier à la fois l'attachement des activistes au processus de globalisation – mais « une autre » globalisation – et l'ouverture d'une nouvelle phase stratégique : celle de la construction d'alternatives, après celle de la dénonciation<sup>32</sup>. Elle connaît un réel succès, puisqu'elle dépasse l'espace francophone sans toutefois remplacer les termes indigènes les plus courants (« *mouvement no global* » en Italie, ou « *anticorporate movement* » en anglais).

La même année en effet, une expression anglaise lui fait concurrence : « *Global justice movement* » (GJM, ci-après MJG), qui sera popularisée avec la publication, en 2003, du livre du journaliste et écologiste britannique George Monbiot, *The Age of Consent* (Flamingo), où il se prononce pour l'élection d'un Parlement mondial. Entre-temps, deux sites ont acheté un domaine web du même nom. Le premier est étatsunien. Lié au *Center for economic and social justice*, basé à Washington DC, il se situe

31. Le terme, proche, d'alterglobalisation a été utilisé la première fois dans un article du quotidien belge *Le Soir* à propos de la manifestation tenue à Bruxelles et Laeken le 14 décembre 2001.

32. Pour une illustration, voir R. Passet, *Eloge du mondialisme par un anti-présumé*, Fayard, 2001.

dans la lignée des Equitables pionniers de Rochdale, sans doute la plus vieille expérience d'économie sociale (1844) et a une empreinte *new age* marquée. Le second est londonien et décline à l'envi le terme « justice » pour laquelle il entend combattre : justice monétaire, sociale, économique, environnementale, pacifique (*peace justice*)<sup>33</sup>.

Il faudrait, comme pour les précédentes appellations, interroger la catégorie MJG, ses promoteurs, ses modes de circulation et ses implicites. Elle traduit et véhicule une certaine « ONGisation de la défense des causes et intérêts »<sup>34</sup> qui est particulièrement mal venue pour décrire le cas français où la place des ONG dans le mouvement est plutôt marquée par « une certaine prise de distance (...) et une volonté de s'en démarquer ». (Mayer, Siméant, 2004, p.375)<sup>35</sup> D'ailleurs, suivant les pays, l'expression MJG est soit ignorée des activistes soit critiquée par une grande partie d'entre eux.

Ces remarques finales nous amènent à en appeler à une certaine vigilance épistémologique. Le chercheur doit rester attentif à ne pas produire lui-même une illusion d'homogénéité, notamment en soumettant à la critique les catégories et les notions qu'il emploie pour désigner ce dont il est question. L'homogénéisation à outrance de mouvements divers et singuliers, ainsi que l'exagération de leur dimension transnationale se révèlent dans le choix d'une dénomination unique et au singulier pour nommer « l'altermondialisme » ou le « Mouvement pour une justice globale ». J. Siméant souligne avec justesse que « les références à ces intitulés flous, souvent creux, que sont la "justice globale", la référence à la solidarité ou la "mondialisation par le bas" sont autant de manières de faire le "liant" de mobilisations éparées, une façon d'inscrire dans un cadre international des actions dispersées et localisées, qui pourraient courir le risque d'être renvoyées à leur sérialité ou à leur insignifiance » (2005, p. 16).

En ce sens, s'il faut bien nommer ce dont on parle, cette opération doit se faire sous deux réserves et deux précautions épistémologiques. En laissant d'une part aux acteurs, dans leur variété, le choix de se nommer. D'autre part, en analysant leur travail de production discursive qui, à travers rapports de forces internes, enjeux stratégiques et implicites politiques, a présidé à la fixation, du reste changeante (comme le montre le passage, en France, de l'anti- à l'altermondialisation), de l'identité officielle du groupe. Ces préalables interdisent en conséquence d'imposer

33. Respectivement [www.globaljusticemovement.org](http://www.globaljusticemovement.org), et [www.globaljusticemovement.net](http://www.globaljusticemovement.net).

34. J. Siméant (2005, p. 3) qui reprend le terme à J. P. Dozon.

35. Et dans le même numéro, S. Cohen, « ONG, altermondialistes et société civile internationale », p. 379-397.

une dénomination unique à une nébuleuse pour le moment hétérogène, qui plus est si on la considère de façon globalisante, c'est-à-dire par-delà les singularités nationales voire continentales. De plus, il nous semble que le mouvement est suffisamment clivé « naturellement » pour ne pas adjoindre des effets d'autorité académique qui entrent dans le jeu des rapports de force internes – c'est aussi, tout simplement, une règle élémentaire de neutralité axiologique. Il est en effet traversé de divisions militantes de toutes sortes (nationales, organisationnelles, tactiques, stratégiques, idéologiques, etc.) et hautement conflictuel. Aussi l'espace s'est-il déjà vite restreint par le départ bruyant ou sur la pointe des pieds de certaines de ses composantes initiales comme par exemple la mouvance anarchiste. À ces défections volontaires s'ajoutent des défections contraintes en raison des multiples coûts que revêt la participation à des événements souvent lointains, qui plus est préparés par un cénacle aux propriétés sociales et culturelles tout à fait spécifiques et excluanes pour ceux qui ne les partagent pas. Dans ces conditions, conférer à l'ensemble l'identité d'une partie pose problème car participe aux jeux et enjeux internes, et à une dimension performative non négligeable en ce que la démarche donne une légitimité scientifique à un slogan mobilisateur, ce qu'à juste titre G. Sorel (1990, p. 119) appelle un mythe d'action. Sans compter que les chercheurs sont dans une certaine homologie structurale avec les activistes qu'ils donnent pour exemplaires du mouvement (et sont parfois l'un et l'autre en même temps)... D'où l'effet de miroir et un risque de circularité des études.

Le langage est sans doute l'un des pièges majeurs qui guettent le comparatiste. « Eriger nos croyances, idées et valeurs en mesure ultime de toutes choses, prendre les mots pour des choses et voir la diversité des sociétés humaines comme une totalité aussi limpide que directement abordable, mènent la politique comparée droit dans le mur », avertit D.-L. Seiler (2004, p. 215) avant de convoquer la leçon de comparatisme de G. Sartori (1994) sur l'effet « chat-chien » qui « résulte de l'enchaînement de quatre causes reliées entre elles : l'ethnocentrisme, les mauvaises classifications, l'incrémentalisme (*degreism*) et l'élasticité conceptuelle (*conceptual stretching*). » A l'instar de la « société civile », toutes les dénominations englobantes de cette nébuleuse pourraient avoir les caractères du concept étiré, globalisé oserions-nous dire, jusqu'à en perdre tout sens.